

La marchandisation contre la démocratie

Michel Husson, ébauche, avril 2009

Quel est le mode optimal de satisfaction des besoins humains ?

Selon l'économie dominante, le capitalisme conduit à un optimum. Après avoir reçu en 1984 le prix Nobel d'économie, Gérard Debreu déclarait au *Figaro Magazine* qu'il avait démontré scientifiquement la supériorité de ce système : « l'économie de marché est objectivement plus efficace que l'économie dirigée : toute intervention extérieure au marché vient nécessairement diminuer sa performance »¹.

La théorie micro-économique, qui est le soubassement de l'économie dominante, s'appuie sur une version à peine modernisée du principal ouvrage de Debreu, *Théorie de la valeur*. Et la supériorité affirmée de « l'économie de marché » contribue à déconsidérer toute alternative. La marchandisation du monde est alors revendiquée comme condition à l'obtention d'un bien-être social optimal. Il y a déjà dans cette prétention une conception en filigrane de la démocratie économique. Puisque le fonctionnement des marchés, à condition qu'il ne soit pas entravé, conduit à un optimum, la démocratie comme processus délibératif est réservée aux seules questions extra-économiques. A quoi bon débattre à partir du moment où l'on bénéficie de mécanismes économiques qui conduisent à l'optimum, autrement dit à la meilleure économie possible ?

Critiquer ce discours est donc nécessaire pour rétablir l'autonomie de la démocratie sociale.

La première critique porte sur la définition même de cet optimum. Depuis Pareto, ce terme désigne une situation où l'on ne peut améliorer le sort d'un individu sans dégrader la situation d'au moins un autre individu. La société est conçue comme un ensemble d'individus dotés de préférences et de services producteurs, dont la répartition est donnée a priori. Chaque individu est un acteur autonome, égal aux autres, à ceci près que les dotations ne sont pas réparties uniformément : certains disposent plutôt de travail, d'autres plutôt de terre ou d'argent. Les individus mobilisent leurs dotations de manière à atteindre le maximum de bien-être individuel. L'acte productif n'existe pas vraiment, il n'est qu'un cas particulier de l'échange. Les prix sont supposés orienter les transactions qui conduisent à un équilibre autrement dit à une situation assurant l'égalité simultanée de l'offre et de la demande sur tous les marchés. Cet équilibre est un optimum et c'est pour l'avoir démontré que Debreu a reçu le prix Nobel.

Mais la définition de l'optimum est tellement restrictive que l'on devrait se demander plutôt comment pourrait exister une situation non optimale. Il faudrait un système suffisamment inefficace pour qu'un ou plusieurs individus se situent en dessous d'un niveau de bien-être qu'ils pourraient atteindre sans réduire en rien le bien-être d'un seul de leurs concitoyens. Il faudrait par exemple imaginer que des consommateurs achètent délibérément des biens qu'ils désirent moins que d'autres, mais de deux choses l'une : ou bien, ils sont gravement irrationnels, mais la théorie élimine cette possibilité ; ou bien, ils disposent d'une fonction d'utilité bizarre ou perverse et maximisent en fait autre chose que la satisfaction directe tirée de la consommation des biens choisis. Du côté des entreprises, il faudrait imaginer des gaspillages systématiques ou des calculs économiques erronés, qui pousseraient par exemple une entreprise à choisir les fournisseurs les plus chers. Bref, il suffit que les entreprises gèrent et que les consommateurs choisissent de manière raisonnable pour se trouver à l'optimum.

Le terme d'optimum, et encore plus d'optimum social, est donc absolument fallacieux. Le

¹ Guy Sorman, *La Solution libérale*, 1984, Fayard.

critère de Pareto est inique. Supposons que l'on puisse améliorer la situation de 90 % de la population en dégradant un peu celle des 10 % les mieux lotis. Si cette possibilité faisait l'objet d'un vote démocratique, on peut supposer qu'elle serait majoritairement choisie. Mais la question ne sera pas posée car les inégalités de situation sont irréductibles et l'on peut d'ailleurs se demander pourquoi les individus ne sont pas tous interchangeables. La différence réside dans leurs dotations initiales, selon qu'ils disposent de « services producteurs » tels que le travail, le capital ou la terre [supprimer doublon ci-dessus]. Le biais conservateur du critère parétien est donc fondé sur le fait que ces dotations initiales sont prises comme des données intangibles et irréversibles.

La critique suivante conduit à mettre en cause l'unicité de l'équilibre. Dans la vulgate libérale, l'équilibre est atteint par un double processus de maximisation : les entreprises maximisent leur utilité, et les individus maximisent leur utilité. La confrontation entre ces deux comportements conduit à l'équilibre optimal auquel on parvient grâce à des mécanismes d'ajustement par les prix.

On peut admettre qu'il s'agit là d'une présentation acceptable de la logique capitaliste. Elle consiste à maximiser le profit sous une double contrainte, celle des conditions de production et celle des contraintes de débouchés. Il faut produire en choisissant les meilleures combinaisons productives et il faut que l'offre de biens produits soit en adéquation avec la demande sociale et la répartition du revenu qui la gouverne. Bref, le capitalisme maximise des valeurs d'échange, autrement dit le profit. Son programme peut être ainsi écrit :

$$\max \{q_1\pi_1 + q_2\pi_2 + \dots + q_n\pi_n\}$$

Les quantités produites (q_1, q_2, \dots, q_n), sont les inconnues de ce programme et chacune d'entre elles est pondérée par le profit qui lui est associé ($\pi_1, \pi_2, \dots, \pi_n$).

Mais on peut imaginer un autre programme que l'on appellera socialiste où la fonction objectif est un vecteur de valeurs d'usage et non plus une masse de profit. Il faut produire le plus grand nombre possible de biens selon une pondération donnée a priori. Ce programme s'écrit cette fois :

$$\max \{q_1u_1 + q_2u_2 + \dots + q_nu_n\}$$

Là encore, les inconnues du programme sont les quantités produites (q_1, q_2, \dots, q_n) mais celles-ci ne sont plus pondérées par leur contenu en profit mais par leur utilité sociale (u_1, u_2, \dots, u_n).

Cette présentation doit beaucoup à l'économiste russe Kantorovitch² qui insistait notamment sur le maintien d'un « principe de rentabilité » dans une économie socialiste. Il vaudrait mieux parler d'un principe d'efficacité ou d'économicité puisqu'il s'agit selon Kantorovitch de choisir « la technologie répondant au prix de revient le plus faible » ou encore « les matières premières et les matériaux les moins coûteux ». En fin de compte, « une grande rentabilité ne doit pas constituer un but en elle-même (comme dans le capitalisme) mais un moyen d'atteindre le meilleur résultat ou le minimum de dépenses, pour l'ensemble de la société ». Les choix de production ont besoin d'un calcul économique fondé sur des « indices de valeur » mais ceux-ci reflètent les priorités de la société et plutôt que de prix, il faut alors parler d'« évaluations objectivement déterminées ».

En dynamique le critère de profit détermine les priorités.

Est-ce que ces deux programmes conduisent au même résultat ? La réponse est négative, même d'un point de vue statique, autrement dit à répartition donnée. Pour mieux le

² qui, comme Debreu, a obtenu le prix Nobel (en 1975) mais, à sa différence, a également reçu le prix Staline en 1949.

comprendre, il suffit de détailler les fonctions à maximiser dans chacun des systèmes. Dans le socialisme au contraire, les quantités produites sont pondérées par leur indice d'utilité relative ($u_1, u_2, \dots u_n$). On retrouve sous cette forme algébrique une indication donnée par Engels dans un bref passage de *l'Anti-Dühring* où il esquisse une théorie de l'économie socialiste : « Certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse 'valeur' » (Engels 1878). Cette présentation heuristique montre immédiatement que l'on peut imaginer deux manières de « peser » ces « effets utiles ». Selon le premier critère, on cherchera à produire le plus possible de biens rentables, selon le second critère, c'est au contraire les biens utiles qui seront privilégiés. Chacun de ces processus de maximisation définit non seulement un critère d'optimalité, mais une notion propre d'efficacité, voire de rentabilité. Il n'existe aucune raison a priori pour dire que les deux programmes vont aboutir à une solution identique. Il faudrait prouver que la profitabilité individuelle de chaque bien reflète strictement l'utilité sociale de cette production. C'est au fond ce qu'affirme la théorie de l'équilibre général. La maximisation du profit du côté des entreprises se combine avec la recherche de l'utilité maximale de la part des consommateurs pour conduire à l'optimum. Et comme le profit associé à chaque unité produite dépend des conditions de production et du système de prix, c'est un mode de formation correct des prix qui garantit l'efficacité sociale de ces processus de maximisation.

Mais cette démonstration n'est recevable que dans le cadre très particulier de l'équilibre général. Et c'est là qu'on met assez vite le doigt sur ses faiblesses profondes. Il s'agit en effet d'un modèle statique et atomistique. La nature statique du modèle conduit à prendre pour acquis la propriété et rend impossible la prise en compte de l'accumulation. Dans le modèle de l'équilibre général, la société est composée d'individus que l'on pourrait supposer libres et égaux. Mais ce n'est pas le cas puisqu'ils disposent de dotations factorielles différentes. Parmi ces individus, certains n'ont que leur force de travail à vendre, tandis que d'autres disposent de terre, et d'autres de capital, conçu comme de l'argent (des fonds prêtables) ou des machines (des services productifs). Cette représentation conduit à toute une série de problèmes. La propriété foncière est prise comme donnée et l'optimalité se situe toujours en aval de cette donnée. Il s'agit donc d'un fait de nature, qui interdit même que l'on puisse concevoir une réforme agraire.

Le traitement du capital est encore plus compliqué et conduit à toute une série de difficultés. Pour commencer, qu'est-ce que c'est que le capital ? Si c'est du capital-argent, qu'est-ce qui explique que certains individus en disposent et pas d'autres ? S'agit-il, là encore, d'un fait de nature ? Mais s'il s'agit de machines, il faut bien qu'elles aient été produites. Mais cette production équivaut à une modification des dotations factorielles et apparaît comme contradictoire avec l'immutabilité qui sous-tend l'équilibre général. Si les dotations factorielles ont été produites, il faut suivre cette production au cours d'une succession de périodes de production, ce qui fait sortir du cadre de l'équilibre général.

La seconde objection fondamentale à l'équilibre général est son caractère atomistique. Il postule que tous les actes de la vie économique, de production et de consommation, peuvent être parfaitement individualisés. Il s'avoue donc incompetent pour la vaste gamme de phénomènes que les économistes baptisent externalités ainsi que pour les biens collectifs. Cette négation de toute interaction individuelle et de tout élément de socialisation limite la théorie à des faits stylisés très éloignés de la réalité. On a du mal à imaginer qu'un tel modèle puisse prétendre à guider les politiques économiques. C'est pourtant le cas, avec la vogue des modèles d'équilibre général calculables qui s'étend dans les centres de recherche financés de près ou de loin par des institutions comme l'OCDE ou la banque mondiale. Fort

heureusement, ces modèles appliqués ne font l'objet d'aucune mise en oeuvre pratique, qui conduirait, par l'ignorance effarante des mécanismes sociaux qu'ils induisent, à de véritables catastrophes.

La prétention du modèle d'équilibre général à maximiser simultanément l'utilité sociale et le profit s'évanouit donc dès que l'on introduit l'accumulation et les biens publics. L'accumulation du capital signifie que le processus de maximisation ne peut pas être instantané. Il faut arbitrer entre la consommation présente et la consommation future, et donc affecter une part du surplus disponible à l'investissement. A moins de postuler que le futur n'est qu'un présent indéfiniment reproduit, ce à quoi se résout souvent l'introduction du temps dans les modèles, il implique une modification des conditions des choix ultérieurs. Et c'est là que les deux principes de choix se mettent à diverger absolument systématiquement pour des raisons qui renvoient à la double nature du capitalisme : un système fondé sur la propriété privée et sur l'accumulation du capital. La question qui se pose alors est de savoir comment va être orienté l'investissement : quels seront les secteurs prioritaires, où se feront les efforts de recherche et d'innovation. Pour mieux éclairer cette question il faut faire un détour par le taux de profit et ce qui le détermine. Son évolution dépend principalement de deux grandeurs, qui sont le salaire réel et ce qu'il est convenu d'appeler productivité globale des facteurs. Il s'agit d'une moyenne pondérée de la productivité du travail et de ce que l'on appelle par commodité productivité du capital. Le taux de profit est d'autant plus élevé que le salaire est bas et que la productivité globale est haute. Le critère principal d'accumulation s'en déduit assez logiquement : il faut privilégier les secteurs auxquels sont associés les perspectives les plus élevées de progression de la productivité globale. C'est cette priorité qui garantit la maximisation intertemporelle du profit. Et c'est le comportement naturel des capitalistes que de placer leur profit disponible là où les perspectives de rentabilité sont les meilleures. C'est la logique profonde de ce système dont les formes institutionnelles permettent aux détenteurs du capital d'opérer le choix de l'investissement. Mais il n'existe cette fois aucune raison de penser que ce choix devrait coïncider avec un choix fondé sur l'intensité relative des besoins sociaux. Non seulement on ne prend en compte que les besoins solvables, mais tout va être fait pour trier parmi les besoins ceux qui s'accordent le mieux avec la recherche d'un profit maximum. La société est dépossédée de l'exercice de ces choix, qui sont effectués dans une logique privée. Et elle est en quelque sorte mise devant le fait accompli, dans la mesure où ces choix d'investissement ont ensuite pour effet de faire évoluer les conditions de choix des consommateurs. Le prix relatif de tel ou tel bien va évoluer en fonction des gains de productivité réalisés dans sa production, et cette évolution de prix va peser sur les arbitrages de consommation qui vont en somme valider a posteriori (ou non) les décisions d'investissement. La condition de réalisation est toujours là pour se rappeler à l'ordre, en ce sens que l'on ne peut vendre de force des produits même bon marché qui seraient totalement dépourvus d'utilité aux yeux des consommateurs. Mais cette validation rétroactive ne permet pas de parler d'optimum, dans la mesure où toute une série de choix alternatifs n'ont tout simplement pas été explorés.

Le modèle socialiste repose sur une procédure toute différente. La socialisation de l'investissement que Keynes réclamait est le moyen par laquelle la société impose ses priorités. Si elle trouve plus important de produire du logement social ou une éducation réellement universelle, alors l'orientation de l'investissement prendra une forme différente de celle qui découlerait de la recherche du profit maximal. Une telle société accepterait un moindre taux de profit, et par suite une moindre croissance, parce qu'elle maximiserait autre chose, à savoir la maximisation du bien-être social.

Les travaux du PNUD ont bien illustré à quel point les performances en termes d'IDH (indicateur de développement humain) peuvent s'écarter des mesures du PIB par tête. La thèse qui est présentée ici consiste simplement à dire qu'on n'effectue pas les mêmes arbitrages quand on maximise le développement humain ou quand on maximise le PIB marchand. Cela devrait aller de soi, mais c'est au fond cette proposition que veut absolument

récuser la théorie économique dominante. Il n'y a qu'un principe d'optimalité, qu'un mode de calcul économique, qu'un équilibre optimal et donc qu'une seule manière d'organiser l'économie. Certes, les échecs tragiques du socialisme réel tendent à conforter cette thèse, mais pourtant elle est remise en cause, aussi par le capitalisme réel qui, avec le processus de socialisation décrit plus haut, a intégré, et pas de manière marginale, des éléments d'un autre mode de repérage et de satisfaction des besoins sociaux. Si par exemple la protection sociale était par principe inefficace et sous-optimale, on voit mal sur quoi pourrait être fondé l'attachement social dont ils font l'objet.

Cette prétention d'une certaine pensée unique va beaucoup plus loin, si l'on y réfléchit. Elle conduit à une véritable inversion des fins et des moyens. Admettons que la maximisation du profit soit un principe d'efficacité acceptable, un garde-fou utile contre le gaspillage irresponsable. Cela n'en fait pas autre chose qu'un instrument. Avec l'économie capitaliste pure, l'usage systématisé de cet instrument conduit à faire, au nom et à la place de la société, le travail de hiérarchisation de ses propres fins. Autrement dit, il faut que la forme de satisfaction des besoins soit compatible avec la recherche du profit. Prenons l'exemple des dépenses de santé. On explique depuis des années qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens, et qu'il faut absolument maîtriser leur consommation. On institue implicitement un quota de dépenses de santé et on discute dans le détail l'utilité de telle ou telle préconisation. Mais a-t-on jamais entendu le même discours à propos par exemple de l'automobile ? Où est la campagne expliquant aux consommateurs que leurs dépenses en la matière sont excessives ? Où sont les enquêtes débusquant les enjoliveurs et autres accessoires inutiles ? L'Etat a-t-il envisagé de prendre des mesures de rétorsion en taxant sélectivement les ventes d'automobile ? Il fait absolument l'inverse, par exemple en supprimant la vignette. Cette différence de traitement fait apparaître que tous les besoins sociaux ne sont pas égaux : certains apparaissent plutôt comme des coûts, d'autres comme des débouchés rentables. Et la tentation est grande, évidemment, de tordre la répartition des revenus et la fiscalité de manière à favoriser les consommations compatibles avec les perspectives de profit.

Principe d'économicité.

La raison de fond en est que les objectifs et les contraintes ont échangé leur rôle de sorte qu'il est impossible d'anticiper l'identité des résultats. Qu'est-ce qui détermine en effet la structure de la demande finale ? La spécificité du socialisme, c'est de définir *ex ante* cette pondération, ou plus précisément à l'extérieur des déterminations marchandes. La pondération de la fonction de demande

Possibilité théorique du socialisme et différence

Cette fois le besoin n'est plus seulement une condition vide de contenu garantissant la réalisation de la valeur : l'intensité du besoin définit une hiérarchie qui doit être respectée, les priorités de la société en quelque sorte. L'économiste soviétique Kantorovitch (1963) a bien exprimé cette logique en termes mathématiques. Le fonctionnement de la société socialiste est ainsi formalisé : il faut produire, compte tenu des ressources disponibles, la plus grande quantité de marchandises selon des proportions qui sont fixées directement par la société. On a trop souvent assimilé cette présentation à celle d'Oscar Lange, et sans doute à tort. La grande différence réside en effet dans le fait que le programme analogue dans le cas du capitalisme admet pour objectif la maximisation du profit, et que la proportion dans laquelle sont produits les différents biens sont un sous-produit, et non une contrainte, du processus de maximisation.

Soyons plus explicites. Admettons qu'une société produise à un moment donné trois types de bien : des aliments, des maisons et des téléviseurs. On peut classer de deux manières ces différents biens. Selon leur rentabilité, ou plus exactement selon la dynamique probable de cette rentabilité : en vertu de ce critère, qui renvoie en grande partie aux gains de

productivité possibles, ce sont les téléviseurs qui vont être privilégiés et c'est à cette branche que toute la machinerie sociale capitaliste va chercher à donner la priorité. Cela ne signifie pas que les entrepreneurs vont créer des besoins *ex nihilo* : il faut encore que les consommateurs aient envie d'acheter des téléviseurs qui d'une certaine manière répondent donc à un besoin, mais qui n'est pas forcément le plus intense, on y reviendra. Donc, le capital va s'accumuler plutôt dans l'industrie des téléviseurs, et c'est là que les progrès de productivité vont se réaliser le plus rapidement. Le prix relatif des téléviseurs va baisser, les mettant à la portée du plus grand nombre et ce mouvement de prix va renforcer le caractère prioritaire de cette branche. Dans le même temps, le prix du logement va avoir tendance à augmenter en termes relatifs, et ce sera donc, pour le plus grand nombre un besoin moins bien satisfait. Et la boucle se boucle d'ailleurs quand l'inaccessibilité relative d'un meilleur logement suscite le besoin compensateur de télévision !

Nul jugement de valeur dans cette description, qui opposerait besoins nobles et besoins inférieurs. La critique ne repose pas ici sur une approche morale, et n'implique pas que l'on dispose d'une échelle de valeurs des besoins. La constatation essentielle, et suffisante, est que le capitalisme décide des ordres de priorité et sélectionne à partir de ses propres critères les besoins qu'il entend satisfaire. On ne peut qu'être frappé par l'inégalité de développement dans les différents secteurs de l'activité humaine : que l'on compare seulement le luxe de la moindre succursale de banque, et l'espèce de misère qui préside au fonctionnement de nombreuses écoles. Que l'on applique cette grille de lecture à la réalité capitaliste, et l'on vérifiera aisément que la société dans son ensemble ne consacre pas le même effort à tous les besoins. La succursale de banque ou l'école maternelle sont deux manières d'allouer la richesse sociale, et force est de constater que le choix ne relève pas du « citoyen-consommateur ». On peut penser par ailleurs qu'il préférerait sans doute un décor plus simple pour son coffre, et un environnement plus stimulant pour ses enfants, mais la question pour l'instant n'est pas là : ce qui importe, c'est qu'il n'existe pas de moyen d'émettre un quelconque avis sur ce type de choix.

Certes, de nombreux besoins, généralement collectifs, échappent plus ou moins à la logique de la rentabilité. En ce sens, il y a du plan dans l'économie de marché : le capitalisme est tempéré, mais il n'en reste pas moins que c'est la logique de la rentabilité qui imprime sa marque à la dynamique de l'accumulation. On parle de réduire les dépenses de santé, pas les achats de voitures. Il y a aussi du plan dans les grandes entreprises, mais il s'agit de plans individuels, qui s'opposent à ceux des concurrents. La rationalité qui s'en dégage existe, mais sa portée est restreinte : la production est planifiée à l'intérieur des grands groupes, mais cela ne peut les soustraire aux aléas qui découlent de la concurrence entre capitaux.

Encadré

La problématique de Kantorovitch

La formulation générale de ce problème est la suivante. On a affaire à m secteurs de production (entreprises, installations, machines) qui doivent fabriquer n produits différents (genres de travaux), dans un assortiment donné. Un assortiment complet consiste en k_1, k_2, \dots, k_n unités des produits (1), (2), ... (n). La productivité de chaque secteur est connue pour chaque produit : le produit j ($j = 1, 2, \dots, n$) peut être fabriqué dans le secteur i ($i = 1, 2, \dots, m$) à raison de a_{ij} unités par unité de temps. Il s'agit de répartir les travaux entre les secteurs de façon à produire, par unité de temps, le nombre maximum d'assortiments complets.

Le principe de rentabilité, tel qu'il est exposé ici, s'applique dans un sens un peu plus large que celui qui est admis généralement. Il est nécessaire de préciser ce sens et aussi la signification et le rôle que nous assignons au principe de rentabilité.

Par principe de rentabilité, nous entendons le choix des décisions concernant l'économie, l'équipement, la planification, sur la base de l'effet reflété par un indice ayant forme de valeur : choix de la technologie répondant au prix de revient le plus faible ; des programmes

assurant, pour des dépenses données, le volume de production maximal, exprimé en valeur, ou l'accumulation maximale ; choix des matières premières et des matériaux les moins coûteux, etc.

Les conclusions auxquelles conduit le principe de rentabilité dépendent dans une grande mesure du système d'évaluations (...).

Dans la société socialiste, une grande rentabilité ne doit pas constituer un but en elle-même (comme dans le capitalisme) mais un moyen d'atteindre le meilleur résultat ou le minimum de dépenses, pour l'ensemble de la société. En conséquence, les applications de ce principe présentées successivement – sur la base du système des évaluations objectivement déterminées, édifiées en conformité avec les situations concrètes et les problèmes posés – subordonneront ce principe aux exigences de la meilleure réalisation des objectifs du plan général.

Notons le caractère dialectique de l'analyse qui précède. Après un refus initial du principe de rentabilité, le problème de l'élaboration d'un plan optimal nous amène de nouveau à conclure à la nécessité (pour l'élaboration de l'optimum global) de l'application de ce principe dans chaque secteur, mais à la condition que les indices de valeur soient calculés sur la base des évaluations objectivement déterminées bâties en accord avec la situation et les objectifs donnés.

Extraits de Kantorovitch [1963]

Le socialisme ou la logique des besoins

L'éventuelle supériorité d'un socialisme ne peut résider finalement que dans le rôle dominant accordé à la logique des besoins. Le modèle pourrait être le suivant : il faut, et c'est la pièce maîtresse, que la société exprime directement ses préférences quant à l'allocation de l'effort d'investissement.

En d'autres termes encore, cette différence essentielle entre capitalisme et socialisme réside dans le mode d'allocation des ressources, et principalement l'affectation du surplus. Ce n'est pas seulement les modalités du calcul économique qui changent, mais sa fonction même. Sous le capitalisme, c'est l'exigence de maximisation du profit qui détermine vers quels secteurs l'économie va porter l'effort d'investissement : les priorités du développement social sont des contraintes pour ce calcul économique. Le socialisme se définit au contraire comme la maîtrise exercée par l'ensemble de la société sur ses propres priorités, auxquelles le calcul économique est désormais subordonné. L'économique joue un rôle démesuré dans le système capitaliste, puisqu'elle ne se limite pas à sélectionner les moyens, mais contribue centralement à révéler et à calibrer les préférences sociales, alors que le socialisme correspondrait à un rétrécissement de la sphère de l'économique qui serait rigoureusement cantonnée à une fonction d'ajustement des moyens à des fins déterminées ailleurs. Préobrajensky avait particulièrement insisté sur ce basculement, lorsqu'il expliquait : « Avec la disparition de la loi de la valeur dans le domaine de la réalité économique disparaît également la vieille économie politique. Une nouvelle science occupe maintenant sa place, la science de la prévision de la nécessité économique en économie organisée, la science qui vise à obtenir ce qui est nécessaire de la manière la plus rationnelle. C'est une science tout autre, c'est la technologie sociale, la science de la production organisée, du travail organisé, la science d'un système de rapports de production où les régulations de la vie économique se manifestent sous de nouvelles formes, où il n'y a plus 'objectivation' des relations humaines, où le fétichisme de la marchandise disparaît avec la marchandise. » (Préobrajensky 1926).

L'idée d'une gestion de l'économie prenant la satisfaction maximale des besoins sociaux comme critère d'efficacité était déjà présente chez les classiques du marxisme, notamment dans un bref passage de *l'Anti-Dühring* où Engels esquisse une théorie de l'économie socialiste : « Certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les

moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse 'valeur' » (Engels 1878).

La démocratie sociale, principe de régulation de l'économie socialiste

La présentation de Kantorovitch a l'intérêt de bien mettre en valeur la dissociation que suppose le mode de fonctionnement de l'économie socialiste. Ses objectifs sont déterminés en quelque sorte extra-économiquement, par opposition aux lois du marché capitaliste qui, en même temps qu'elles en assurent la régulation, modèlent ses propres fins, selon un processus qui n'est pas socialement maîtrisé. La possibilité même de cette dissociation repose sur ce que l'on pourrait appeler l'hypothèse de la démocratie socialiste : pour fonctionner selon cette logique supérieure, la société doit s'être dotée des moyens d'objectiver ses propres choix collectifs à travers un plan démocratiquement établi, faute de quoi le calcul économique va en somme fonctionner sur des données fausses. L'échec économique des pays de l'Est renvoie fondamentalement au fait que l'on y a supprimé ce qui permet au capitalisme de fonctionner sans mettre en place ce qui est la condition nécessaire d'existence du socialisme, à savoir la démocratie ouvrière : « La planification bureaucratiquement centralisée a donc supprimé les rapports sociaux sous-jacents au marché généralisé, capitaliste. Mais elle ne les a pas remplacés par des rapports sociaux socialistes : il n'y a aucun contrôle des « producteurs associés » sur les choix de production, il n'y a pas de démocratie économique et politique sur les grands choix. » (Samary 1988).

Alors qu'on réduit souvent la distinction entre capitalisme et socialisme à une opposition entre marché et plan, le binôme pertinent serait plutôt appropriation privée d'un côté, démocratie sociale de l'autre. C'est la grande leçon de l'expérience stalinienne : la planification sans démocratie sociale débouche sur la bureaucratisme et l'inefficacité. Ce qui s'est passé à l'Est montre que la fonction d'allocation du surplus, qui avait été retirée aux capitalistes privés, était en réalité exercée par une mince couche sociale auto-proclamée organe d'expression des besoins sociaux. Des sociologues hongrois ont d'ailleurs parlé de « dictature sur les besoins » (Fehér *et alii* 1983). On avait certes supprimé le marché des investissements, mais sans le remplacer par quoi que ce soit d'autre. Le garde-fou essentiel du capitalisme, selon lequel il faut vendre ce que l'on produit, avait été retiré, rendant possible une dérive de plus en plus incontrôlée.

Le problème de l'efficacité d'une économie socialiste n'est donc pas technico-économique, mais éminemment et directement politique. Les priorités que se donne la société y sont déterminées de manière extra-économique et s'imposent comme objectifs aux lois de la technique économique, alors qu'au contraire les fins sociales du capitalisme n'apparaissent qu'après coup, comme sous-produit des transactions marchandes. La démocratie est donc la condition même de fonctionnement d'une telle organisation sociale, et cette conception conduit à poser autrement l'articulation entre plan et marché.

La place du marché

La planification n'implique pas la suppression du marché comme instrument de régulation. Car ce n'est pas le marché en soi qui impose la logique de rentabilité, mais essentiellement le fait que ce sont des personnes privées ou en tout cas des catégories sociales étroites qui décident de l'investissement, en fonction de stratégies de capitaux individuels. Une fonction éminemment sociale, celle de savoir vers quelles priorités la société tourne ses efforts, est ainsi exercée par des entités privées, et cela de manière de plus en plus concentrée. C'est pourquoi, la planification apparaît essentiellement comme le moyen de socialiser l'investissement, pour reprendre l'expression fameuse de Keynes. Si l'on imagine que se mettent en place un système d'institutions démocratiques d'expression et de définition des

besoins, quelles pourraient être les modalités de fonctionnement de la planification ? Le premier principe serait à coup sûr de ne pas supprimer le marché, si par marché on entend les magasins de biens de consommation. La régulation par les prix est encore le moyen le plus simple pour réaliser l'affectation du revenu non socialisé et moduler l'ajustement entre offre et demande. Mais, et c'est là qu'on retrouve cette distinction fondamentale entre équilibre et dynamique, il en va tout autrement des biens d'investissement. L'acte d'investissement est l'exercice d'un pouvoir de décision sur la direction prise par une économie en croissance. Il ne doit donc pas exister d'exercice individualisé de cette fonction stratégique. Aucune personne ou groupe de personnes, parce qu'ils possèdent une entreprise et qu'elle a fait des profits, ne devraient pouvoir investir sans considération pour les priorités sociales essentielles.

La socialisation de l'investissement signifie que l'ensemble des profits est mis dans un pot commun et ensuite utilisé, non pas selon les stratégies particulières de tel ou tel capitaliste, mais en fonction des priorités sociales déterminées démocratiquement. Même si ce processus se déroule au niveau régional et ne doit pas entrer dans un détail absurde, il y a bien, dans l'idée de planification, celle de centralisation comme moment nécessaire de cette maîtrise sociale. C'est pourquoi les nationalisations sont l'outil incontournable de la planification. Mais là encore, les mots ont vieilli. Si l'on admet le postulat démocratique, il ne s'agit pas de nationalisations au sens juridique, de groupes qui fonctionneraient ensuite selon les mêmes critères, mais de nationalisations permettant d'orienter l'économie autrement. La planification passe notamment par la définition d'une politique industrielle dont on ne voit pas pourquoi elle serait condamnée à l'inefficacité. Une Banque Nationale d'Investissement, des banques régionales, auraient ainsi pour fonction de distribuer le crédit en fonction de la conformité des projets avec les objectifs du plan, au niveau national ou régional.

Est-ce que c'est ce que disait Jevons et Walras ?

L'expérience de Porto Alegre

Porto Alegre et cie 2910 divers

La discussion sur l'optimum de Pareto montrent que l'apologie marchande est fondée sur une représentation de la société constituée d'individus équalvalents, sauf en ce qui concerne la répartition qui est considérée comme une donnée. Dans les conditions réelles d'une société structurée en classes, autrement dit en groupements d'individus inégalement disposés du point de vue de la « dotation en facteurs », la formation d'une éventuelle fonction « collective » d'utilité est de toute manière impossible. Son axiomatique suppose la non-conflictualité des projets alors que toute la vie en société peut être analysée comme une succession d'arbitrages implicites ou non entre des aspirations en partie contradictoires. C'est la grandeur de la démocratie que d'arbitrer ces différends par des instances délibératives ou peuvent se forger les objectifs communs et se nouer les compromis.

Prenons l'exemple du budget participatif de Porto Alegre. On peut considérer que celui-ci est plus ou moins donnée en raison de l'impossibilité à peu près totale pour la municipalité de lever de nouveaux impôts. On ne pourra pas réaliser la même année l'adduction d'eau du quartier A et l'éclairage du quartier B. Il y a donc conflit d'intérêts et l'on ne dispose donc pas automatiquement d'une fonction d'utilité collective, notamment en raison de la discontinuité des projets, qu'il faut réaliser entièrement ou non. Pour les libéraux purs, il vaudrait mieux privatiser les régies municipales chargées de l'eau et de l'éclairage public, ne pas lever d'impôts et laisser le soin à chacun de décider s'il est prêt ou non à payer pour les services en question. Mais il n'est pas possible de faire reposer ce choix idéologique sur une véritable contrainte axiomatique : il est possible, et c'est tout l'art de la démocratie, de construire un processus de construction d'un choix collectif.

Le théorème d'impossibilité d'Arrow est retourné en pratique par les libéraux qui le lisent ainsi : puisque la présence de biens collectifs perturbe l'obtention de l'optimum en déduisent que dans la pratique, il faut étendre la sphère des biens privés ou alors réintroduire des pseudo-marchés dont on donnera quelques exemples. Cette méthodologie se heurte à une double impasse dont il faut bien distinguer les implications : les procédures pseudo-marchandes sont à la fois théoriquement impossibles et éthiquement non désirables. L'utilité marginale du bon air n'existe tout simplement pas, et non seulement parce que l'air n'a pas été marchandisé, mais parce que cette notion n'a strictement aucun sens. Si on pousse les néo-classiques dans leur retranchement on s'aperçoit que la fondation de leur paradigme scientifique est à la fois solide et fragile, parce que c'est un dogme qui mobilise des concepts purement métaphysiques. Voilà pour la critique objectiviste, qui doit se combiner avec une critique éthique : en postulant un être humain intrinsèquement égoïste, le libéralisme limite le champ des possibles reposant sur ce que l'on appellerait aujourd'hui des choix citoyens. C'est l'homme nouveau à l'envers. Beaucoup de théoriciens ont théorisé l'avènement d'un homme nouveau après la révolution socialiste et le dure leçon de choses du socialisme réel montre qu'il ne peut s'agir là d'un postulat opérationnel. Il peut même habiller les pires formes de barbarie (Pol Pot) et c'est donc un enseignement du X^e siècle que l'on ne doit pas faire reposer un projet de transformation sociale sur cette hypothèse de l'homme nouveau. Mais cela ne peut pas justifier l'hypothèse strictement symétrique qui fonde le libéralisme. Il suffit pour s'en convaincre d'observer ces très nombreux comportements humains qui ne peuvent être ramenés à une logique utilitariste à moins de définir de manière tautologique l'utilité comme ce qui est maximisé dans l'action pratique.

La dynamique des conférences de citoyens

L'expérience des conférences de citoyens est de ce point de vue absolument passionnante. La plus récente été organisée sur le thème « changements climatiques et citoyenneté » à la Cité des sciences de La Villette. Le principe de cette conférence est de réunir un groupe de citoyens qui ne sont pas eux mêmes des experts mais qui ont à leur disposition des spécialistes qui les initient au domaine. Après ces premiers échanges, le groupe de citoyens interpellent de nouveaux experts ou décideurs qu'ils ont eux-mêmes choisis, puis délibèrent entre eux, et s'entendent sur des avis et des recommandations [Conférence de citoyens, 2002].

Comme l'explique Jacque Testart [2002] qui s'est fait le promoteur enthousiaste de ces expériences, « là se construit un intellectuel collectif et transitoire, hors des pressions des partisans et des lobbies, comme un modèle réduit de la démocratie qui pourrait advenir si tous les êtres humains étaient enfin accessibles à la connaissance, et éduqués à l'altérité. Cette alchimie n'est bien sûr réalisable qu'en respectant scrupuleusement un protocole convenu, où dominent la qualité et l'objectivité des informations fournies, la protection intellectuelle du groupe, et des conditions matérielles favorables à son épanouissement ». Ces expériences donnent quelques indications très précieuses sur la démocratie participative comme moyen de se réapproprier les débats d'experts et de faire abstraction des groupes de pression. Il ne s'agit pas d'un substitut à la démocratie parlementaire, ni d'une instance de décision qui puisse accomplir en quelques jours un long et complexe travail de délibération de la société sur ses proches choix. Mais on voit l'importance décisive des règles institutionnelles et du processus d'échanges et de confrontation.

Il en ressort presque naturellement des une orientation favorisant des solutions non marchandes ou la mise en place de biens publics, par exemple ce projet d'un fonds mondial d'indemnisation pour les catastrophes naturelles, ou cette idée fondamentale selon laquelle les pays du Nord « doivent aider les pays défavorisés à s'engager dans des modes de développement ». Les mêmes citoyens proposent « que le contrôle de l'ONU sur le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC soit renforcé ».

Tout cela conduit Jacques Testart à une conclusion optimiste : « en tout cas, ce que proposent les citoyens, libérés des marchands d'illusions et placés en situation de responsabilité, c'est la solidarité plutôt que la compétitivité, la communauté de l'espèce humaine plutôt que le chauvinisme, le développement durable plutôt que le productivisme. Une telle démonstration qu'un potentiel véritablement humain demeure caché dans les médiocrités quotidiennes, celles qui font les séductions électorales, est une des rares occasions sérieuses de croire qu'un autre monde est possible. »